

Revue de presse Avignon Mobilité

Sommaire

Revue de presse - Avignon Mobilité

<u>LA SCÈNE</u>	01/03/25	p.3
<u>GRAND AVIGNON MAGAZINE</u>	21/03/25	p.5
<u>LIBÉRATION</u>	31/03/25	p.7
<u>LA LETTRE DU SPECTACLE</u>	16/05/25	p.10
<u>EN TRAIN</u>	01/07/25	p.11
<u>LE MONDE</u>	07/07/25	p.12
<u>LE MONDE</u>	08/07/25	p.15
<u>LE DAUPHINÉ</u>	18/07/25	P.17
<u>LA MARSEILLAISE</u>	26/07/25	P.19
<u>TPBM</u>	24/09/25	P.20

— L'ÉPOQUE

Avignon In et Off : vers l'entente cordiale ?

La concordance des dates entre les deux festivals illustre un désir de rapprochement, concrétisé par de premières actions menées en commun.



Harold David et Laurent Domingos, coprésidents d'Avignon Festival & Compagnies (AF&C)
« La communication commune sera précieuse pour les touristes de passage »

L'été prochain, les festivals In et Off d'Avignon débiteront le 5 juillet et s'achèveront le 26 juillet. Pour la première fois depuis les années 2000, les deux manifestations verront ainsi leurs dates alignées. Un fait historique, salué par les directions d'Avignon Festival & Compagnies (AF&C) et du Festival d'Avignon, ainsi que par la Ville, qui y a amplement contribué au regard de l'importance des deux événements en matière de retombées économiques : 60 millions d'euros pour le département du Vaucluse. Cet impact positif justifie en grande partie « les concessions » effectuées par le In. « Accepter d'ouvrir l'édition 2025 le premier jour des vacances scolaires et non deux jours avant engendre des difficultés vis-à-vis des

groupes, notamment scolaires, que nous accompagnons durant l'année. Mais nous étions prêts à le faire pour le territoire », souligne le directeur délégué du Festival d'Avignon, Pierre Gendronneau. La concordance des dates satisfait, en outre, de nombreux acteurs. Les artistes et les compagnies tout d'abord, qui « souhaitent depuis longtemps pouvoir bénéficier d'une communication synchronisée, gage d'une meilleure visibilité », rappelle le codirecteur d'AF&C, Laurent Domingos, la presse ensuite, plus à même de couvrir la diversité des spectacles proposés, en particulier dans le Off, et enfin les publics. Tandis que certains d'entre eux désertaient Avignon une fois le In terminé, d'autres se demandaient si le Off se poursuivait. Une telle confusion étant désormais dissipée, la circulation entre les deux devrait s'améliorer, actant ce constat selon lequel il existe deux festivals, mais un seul public. « Les études récentes que nous avons menées montrent que 40 % des spectateurs du In fréquentent le Off. Et ce pourcentage est encore plus élevé pour le public avignonnais », affirme Pierre Gendronneau.

Communication unifiée

Afin de favoriser la construction de parcours cohérents, les organisateurs du In et du Off se sont adressés à Avignon Tourisme, qui éditera un guide commun recensant un certain nombre d'informations pratiques telles qu'une cartographie des principaux lieux des festivals, les moyens de transport et le mode de réservation des places. « Un tel outil sera précieux pour les touristes de passage, notamment étrangers, qui jugent difficile l'accès aux spectacles », explique Laurent Domingos. De façon complémentaire, AF&C continuera d'éditer, en anglais, une brochure qui mentionnera les pièces présentées par des compagnies étrangères et celles accessibles à des spectateurs non francophones. En se plaçant sous l'égide d'Avignon Tourisme, le In et le Off entendent accueillir les

publics – visiteurs de musées et de lieux du patrimoine et amateurs de spectacle vivant – de façon plus unifiée. En matière de mobilité, les deux événements optimiseront conjointement la communication sur les offres de TER à des heures tardives, dans un double objectif : encourager l'abandon de la voiture pour se rendre aux spectacles, et désengorger les hébergements intra muros en permettant aux publics (mais aussi aux compagnies) de réserver un logement aux alentours sans être pour autant contraints dans leurs déplacements. Expérimenté l'an passé par le In à la fois pour organiser la venue des spectateurs situés à l'extérieur de la ville et la desserte de ses différents sites, le covoiturage fera l'objet d'un partenariat avec le Off, via la plateforme Covoiturage simple. « Chaque festival mentionnera cette offre, corrélée à celle des spectacles, les publics pouvant déposer une demande ou une proposition de covoiturage durant le parcours d'achat, précise Pierre Gendronneau. La plateforme rassemblera forcément à un moment donné des spectateurs du In et du Off. » L'utilisation du fret ferroviaire pour l'acheminement des décors devrait, quant à elle, concerner uniquement les compagnies du Off. « Elle s'avère moins pertinente pour le In, compte tenu du nombre de spectacles programmés. Cette pratique peut néanmoins l'inspirer », avance Laurent Domingos, conforté dans ce point de vue par l'organisation du Festival d'Avignon, qui n'exclut pas d'y recourir partiellement à l'avenir.

Une même ambition : diversifier les publics

Autre point sur lequel une synergie serait susceptible de s'opérer : les rencontres professionnelles, qu'AF&C a étoffées ces dernières années. « Les sujets que nous abordons sont très proches et intéressent l'ensemble de la filière, fait valoir Laurent Domingos. Certains débats pourraient donc être élaborés en commun. » Aujourd'hui toutefois, le In a choisi de se concentrer sur le Café des idées, laissant le soin à l'Institut supérieur des techniques du spectacle (ISTS) d'organiser la majeure partie des rendez-vous professionnels. Sans s'opposer à une coéditorialisation de débats avec AF&C, Pierre Gendronneau estime que le In n'a pas vocation à « devenir un salon professionnel » mais à favoriser la rencontre entre des artistes et des publics. Pour les années à venir, une problématique particulière retient en revanche l'attention des deux manifestations, qui y réfléchissent d'ores et déjà conjointement : le risque spéculatif sur les hébergements. Le directeur délégué du Festival

d'Avignon avance ainsi l'idée de réserver 10% de l'usage des logements récemment construits aux opérateurs culturels du territoire.

Très différents du fait de leur histoire et de leur organisation, In et Off affichent cependant une ambition similaire : élargir leurs publics. Ce dénominateur commun guide les nouveautés (ou inflexions) apportées à l'édition 2025. Outre la mise en place au Village du Off d'une billetterie physique en complément de la plateforme Ticket'Off, AF&C inaugurera cet été un espace dédié aux enfants. « Le taux de remplissage du festival étant seulement de 55 % et le public vieillissant, nous devons développer l'accès aux familles », estime Laurent Domingos. Tout en consolidant le projet de son directeur, Tiago Rodrigues, le In, quant à lui, demeurera attentif aux primospectateurs (dont le nombre a crû de 50 % entre 2023 et 2024) et s'attachera à diversifier et à renouveler les publics grâce à deux mesures inédites : l'allongement des séries de représentations (dans six lieux, un même spectacle sera proposé pendant toute la durée du festival) et l'augmentation des jauges sur certaines représentations. **MARIE-AGNÈS JOUBERT**



Pierre Gendronneau, directeur délégué du Festival d'Avignon

« Aujourd'hui, 40 % des spectateurs du In fréquentent le Off »



Du jeu vidéo à l'animation, un écosystème en plein épanouissement

Terre de festivals à la renommée internationale, le Grand Avignon possède un vivier de talents qui ne cesse de prospérer grâce à une offre de formations exceptionnelle.

Elles représentent à la fois un marqueur fort et un fort potentiel de développement économique. Les **Industries Culturelles et Créatives (ICC)** forment déjà un écosystème bien implanté dans le Grand Avignon. Historiquement tournée vers le **spectacle vivant**, notre Agglomération le structure également aujourd'hui autour du **jeu vidéo** et de **l'animation**. « Le Festival d'Avignon et le Off représentent les locomotives évidentes des ICC. Autour de ces deux manifestations de renommée internationale, une cinquantaine de structures (théâtres, écoles, entreprises de production) vivent à l'année au niveau local », rappelle Guy Moureau, vice-président du Grand Avignon en charge de l'économie soutenable et solidaire. Autre festival soutenu par le Grand Avignon, qui dépasse le million d'entrées, virtuelles cette fois, **Frames** s'est inscrit en moins de 10 ans parmi les événements majeurs de la création de contenus diffusés sur internet. « L'intérêt pour les ICC est complété par un réseau dense de formations spécialisées », poursuit Guy Moureau. On peut citer celles dispensées en termes d'animation par l'**École**

des nouvelles images, déjà 3 fois nommée aux Oscars, la **Game Academy**, école de jeu vidéo qui figure dans le top 50 des meilleures écoles au monde, l'**Institut international de l'image et du son 3iS** qui vient d'ouvrir son 5^e campus en France à Agroparc, ou encore l'**Institut supérieur des techniques du spectacle**. « Le Grand Avignon bénéficie d'un important vivier de jeunes techniciens formés aux métiers

de l'audiovisuel, du son, du spectacle vivant, des effets spéciaux », souligne l' élu. Cet atout séduit les entreprises. 3 studios d'animation se sont d'ailleurs implantés depuis 2020 : **La Station Animation**, qui réalise de nombreux films d'animation 2D et 3D pour la publicité et des séries pour enfants pour Canal+, M6 ou TF1, **Circus**, spécialisé dans la 3D et les effets spéciaux, ainsi que **Duetto**,



— À la une

studio 2D au savoir-faire particulièrement reconnu. 7 autres studios et sociétés de production vont s'implanter cette année dans l'hôtel d'entreprises du Grand Avignon, à la Villa Créative à l'Université, grâce aux actions portées par le Grand Avignon et Vaucluse Provence Attractivité (VPA).



Game Academy



3iS



Studio Circus

Selon Alexandre Cornu, président de SudAnim (association qui fédère les professionnels de l'animation de la Région Sud), cet écosystème plus que favorable apporte un potentiel économique conséquent : « Aujourd'hui, il y a aussi un effet post-Covid. Les entreprises du secteur se rendent compte que tout ne se fait pas qu'à Paris. Elles peuvent trouver dans le Grand Avignon toutes les conditions à leur épanouissement : des surfaces immobilières moins chères, la présence d'écoles d'où sortent les jeunes talents de demain et des institutions qui ont très bien structuré leurs aides d'accompagnement. La présence de cet écosystème vertueux propose un potentiel

de croissance à court, moyen et long terme en termes de développement économique et d'emploi ».



ÉCLAIRAGE

Les Industries Culturelles et Créatives (ICC) englobent une dizaine de secteurs d'activités, allant de l'audiovisuel à l'architecture en passant par les arts visuels et le jeu vidéo. Leur point commun est le développement économique d'une activité culturelle.

L'implication déterminée du Grand Avignon

Depuis plusieurs années, notre Agglomération développe de façon concrète des solutions innovantes pour accompagner et ancrer la filière des Industries Culturelles et Créatives (ICC). En pleine croissance, cette filière se montre aussi en perpétuelle mutation technologique. « Afin de rester compétitifs, nous nous devons de répondre rapidement à ces enjeux », indique Guy Moureau, vice-président du Grand Avignon à l'économie soutenable et solidaire. En 2023, un ambitieux plan d'actions a ainsi été élaboré. Les plus emblématiques ont déjà abouti : l'ouverture d'un hôtel d'entreprises, la création d'un fonds de soutien, un travail de prospection assidu permettant l'installation d'une dizaine d'entreprises et écoles de formation...

« L'objectif est de pérenniser les activités autour du spectacle vivant, d'attirer de nouvelles structures autour de l'animation et du jeu vidéo ainsi que de développer des actions transversales entre ces 2 secteurs », précise-t-il, avec en trame de fond, l'innovation et la transition écologique.

Comme l'an passé, le Grand Avignon va par exemple orchestrer une opération de fret mutualisé pour transporter par voie ferroviaire les décors de 150 compagnies de théâtre lors du Festival. Grâce à une plateforme logistique basée en Courtine à Avignon, les décors seront ensuite livrés dans les différents théâtres. Pour la première fois en 2025, une recyclerie éphémère sera mise en place également en Courtine pour reconditionner et valoriser

décors et accessoires des théâtres à l'issue du Festival Off. Pendant toute la durée du Festival, des trains et des bus supplémentaires seront proposés à 23h30 au départ de la gare d'Avignon centre, à destination d'Arles, de Cavillon, de Carpentras et d'Orange. Cette opération, menée en partenariat avec la SNCF, vise à réduire l'impact environnemental de l'événement. « Le secteur de l'animation et du jeu vidéo doit répondre, lui aussi, à des enjeux écologiques : l'utilisation intensive d'ordinateurs et de serveurs génère par exemple des besoins énergétiques importants. Il faut dès lors travailler le traitement des données numériques, au regard notamment des ressources et possibilités qu'offrent aujourd'hui les énergies renouvelables, notamment solaires », souligne Guy Moureau.

Festivals écolos : vers une nouvelle ère de fête

Printemps de Bourges, We Love Green, le Cabaret vert... L'urgence climatique pose une question existentielle aux grands événements culturels, contraints de repenser leur modèle pour limiter la pollution et préserver le vivant.



«Le meilleur événement culturel est celui qui n'existe pas.» La sentence radicale de Francis Talin, ancien responsable au parc national des Calanques de Marseille, résume le paradoxe auquel se heurtent les festivals : comment incarner la vitalité culturelle tout en limitant leur impact sur le monde vivant ? De Bourges à Paris, d'Avignon à Morlaix, les grands rendez-vous culturels se retrouvent pris au piège d'un modèle économique obsolète, sommés d'être plus sobres tout en restant spectaculaires, plus accessibles tout en réduisant leur ampleur.

Face à cette contradiction, les événements culturels repensent leur modèle. Après s'être longtemps concentrés sur le simple bilan carbone, ils interrogent désormais leur incidence sur le vivant et la biodiversité. Une évolution nécessaire mais tardive, reconnaît Boris Vedel, directeur du Printemps de Bourges : «Cette réflexion est apparue bien après les questionnements sur l'énergie, le traitement des déchets ou la mobilité des publics.» L'an dernier, son équipe a détecté la présence de hérons cendrés sur une partie naturelle du site du festival. Une étude, menée conjointement avec le directeur du Muséum d'histoire naturelle de la ville, a alors été lancée pour évaluer sur le temps long les répercussions, notamment lumineuses, du festival sur la faune locale. Cette démarche, encore balbutiante, se heurte pourtant aux fondements mêmes du modèle économique de ces événements.

«Les festivals culturels s'inscrivent dans une économie de l'attention qui joue sur l'"événementialisation" : des têtes d'affiche, programmées sur un maximum de dates, pour faire un maximum de vues sur les réseaux sociaux», déplore Camille Pène, écoconseillère indépendante. Les financeurs publics ont certes introduit des critères d'évaluation qui prennent en compte la soutenabilité, «mais sans modifier ces indicateurs de volume et de chiffre». Réduire les coûts tout en étant «beaucoup et partout» : une injonction contradictoire qui place le secteur en perpétuel tiraillement. «Il y a une difficulté à admettre que ce modèle global n'est pas pérenne, complète Solweig Barbier, déléguée générale de l'association Arviva, qui réfléchit aux enjeux liés au dérèglement climatique dans le spectacle vivant. Mais comment prendre du recul quand les équipes, déjà pressurisées, sont biberonnées aux attentes de rentabilité ?»

Or, plus l'événement est gros, plus son impact est décuplé. Dans son rapport «Décarbonons la culture !» de 2021, publié en pleine pandémie, le think tank The Shift Project est catégorique : «Mieux vaut organiser dix événements tout au long de l'année rassemblant 28 000 personnes à

chaque fois qu'un seul événement de 280 000 personnes sur quelques jours.» Dans ce contexte, la désignation de Bourges comme capitale européenne de la culture en 2028, est éclairante : c'est avec le slogan a priori peu attractif de «Bourges, ville moyenne» que s'ouvrirait son dossier de candidature. La ville enclavée du Cher, dans l'ancienne province historique du Berry – qui fut un épiscopat du mouvement des Gilets jaunes en 2019 – cherche à se revitaliser.

«Le projet artistique présenté accorde une place conséquente à la question du rapport au vivant, développe Hermann Lugan, qui travaille sur la stratégie écologique de Bourges 2028. Ce vœu de "symbioscène", sorte de fusion entre l'art et l'environnement, est la première étape d'un nouveau récit, qui privilégie d'autres liens à la nature.» Certes, une capitale européenne de la culture ne répond pas aux mêmes impératifs de rentabilité que les festivals mastodontes. Mais faut-il pour autant la relocaliser tous les quatre ans ? Hermann Lugan se défend : «Construire des moments communs passe nécessairement par l'idée de rendez-vous, et pas toujours au même endroit. Au vu de la crise du vivant et des défis internationaux qui nous attendent, réactualiser ce projet citoyen et solidaire semble plus utile que jamais...» Mais il l'admet aussi : c'est moins la biodiversité que la stratégie de décarbonation qui a distingué la candidature de Bourges. «C'est sans doute la première fois qu'une capitale européenne de la culture introduit l'idée d'un budget carbone à ne pas dépasser, notamment en proposant de réactiver l'offre de trains de nuit transfrontaliers», avance-t-il.

Ces dernières années, de nombreux événements culturels ont calculé leur bilan carbone, plus facile à mesurer que l'incidence sur les écosystèmes. Le cadre réglementaire est aussi devenu plus contraignant, grâce à la loi Agec en 2020 (pour «antigaspillage pour une économie circulaire») ou l'interdiction du plastique à usage unique l'année suivante. A chaque équipe de décider où concentrer ses efforts : gestion des déchets, alimentation, utilisation de matériaux recyclés... Dans le secteur, on y croit : les festivals culturels peuvent être des laboratoires de nouveaux usages.

La protection de la biodiversité nécessite néanmoins un traitement au cas par cas car les rares études effectuées localement sont difficilement transposables ailleurs. «Et le sujet mobilise des compétences que n'ont pas forcément les porteurs de projets», rappelle Solweig Barbier. Des initiatives commencent toutefois à émerger. En réponse aux alertes de riverains et d'associations écologistes, le festival We Love Green, à Paris, a ainsi fait appel en 2021 à différents spécialistes pour réaliser une étude d'incidence inédite sur la biodiversité du bois de Vincennes, analysant sols, flore, oiseaux, chauve-souris. Selon Timothée Quellard, fondateur du cabinet Ekodev, en charge de l'étude, les résultats permettent de «déconstruire certains préjugés», même si la recherche gagnerait à être approfondie. «Contrairement à ce qu'on a pu entendre, le festival ne menace pas la reproduction des mésanges, dont les premières couvées ont lieu avant qu'il débute. Et si les pipistrelles communes décalent légèrement leurs périodes de chasse, c'est pour une durée assez courte et sans impact sur leur survie», se défend-il.

Dans les Ardennes, le festival du Cabaret Vert de Charleville-Mézières a quant à lui misé sur la transition énergétique. «Des panneaux photovoltaïques ont été posés sur le toit du site, une ancienne usine en bord de Meuse, et un circuit d'électrification interne vise à se substituer aux groupes électrogènes», détaille Jean Perrissin, écoconseiller qui accompagne le festival. Côté alimentation, plusieurs événements proposent des stands végétariens, We Love Green ayant été l'un des précurseurs. Mais pour beaucoup, l'enjeu principal demeure les mobilités. «Le sujet ne dépend pas de nous, mais des autorités [qui en ont la charge] : la régie des transports, la SNCF, les opérateurs privés, les agglomérations, pose Eve Lombart, administratrice du festival d'Avignon. Qu'elles prennent la décision d'étendre les horaires des TER en soirée le temps du festival. Elle était sur la table depuis des années, et n'est entrée en vigueur qu'à la dernière édition !» Difficile d'exercer une influence sur l'ensemble des maillons de la chaîne. Hermann Lugan insiste sur la nécessité de «faire alliance», car «pour Bourges 2028, un comité d'organisation seul face aux

instances locales n'aurait aucun sens». Il envisage notamment des collaborations avec le secteur agricole, dans une région où domine l'agriculture intensive.

Le manque d'espaces de concertation et d'évaluation collectives constitue un autre obstacle. Véronique Fermé, fondatrice du Collectif des festivals écoresponsables et solidaires en région Sud, qui rassemble 47 structures, soit quatre fois plus qu'à sa création il y a dix ans, est formelle : «Une réelle transition ne pourra se faire qu'en mutualisant les cerveaux et les moyens.» Une transversalité d'autant plus cruciale que les festivals doivent simultanément réduire leur empreinte carbone et s'adapter aux effets déjà tangibles du changement climatique. «La carte d'augmentation des températures coïncide souvent parfaitement avec celle de l'implantation des festivals. Ce sont à la fois des zones à risque et des zones à protéger !» plaide Hermine Pélissier du Rausas, directrice du pôle transition écologique d'Ekhosènes, un syndicat du spectacle vivant privé. Dans un contexte de stress hydrique régulier, la gestion de l'eau se pose avec acuité. A Avignon, les épisodes de canicule au moment du montage et du démontage de l'édition 2019 ont marqué les esprits.

Face à ces défis, certains événements optent pour une décroissance assumée. A Morlaix (Finistère), le festival Panoramas a radicalement réduit sa voilure, passant de 13 000 à 4 000 festivaliers par soir. «On ne parvenait pas à mettre en place le développement durable souhaité, notamment au niveau de la restauration locale, qui peinait à proposer une offre à la hauteur du nombre», explique son directeur, Eddy Pierres. Si privilégier des lieux plus nombreux mais plus petits et centraux semble être une solution prometteuse, Véronique Fermé appelle à la vigilance : «Attention à ne pas pénaliser les ruraux, en avantageant des formes urbaines accessibles en transports en commun.»

Jusqu'où pousser la logique du «downsizing» ? Dans le parc national des Calanques, Francis Talin a refusé toutes les demandes qui lui ont été faites. «Le pétitionnaire doit prouver qu'il n'a pas d'incidence sur le territoire, ce qui est impossible, affirme-t-il. Les porteurs de projets souhaitent se délocaliser dans la nature pour ne plus subir les plaintes des riverains, mais pourquoi serait-il plus tolérable de déranger les non-humains ?» Le spécialiste conçoit que certains modèles soient envisageables «sur une zone rurale agricole», mais les parcs nationaux, comme «les îles du Frioul, réservoir de biodiversité depuis 8 000 ans où nichent par exemple des familles de puffins, cousins des albatros», méritent une protection intégrale. Tout au plus y tolérerait-il «des lectures de poésie». Et encore.

FESTIVAL OFF

Une édition ouverte à l'international et aux familles

Un peu plus de spectacles sont inscrits à ce jour que l'an dernier, soit 1 724 (dans 141 théâtres), contre 1 617 à la même époque, le festival avait été raccourci face aux Jeux olympiques. La 59^e édition du Festival Off d'Avignon (aux mêmes dates que le Festival d'Avignon, du 5 au 26 juillet) aura le Brésil comme invité d'honneur, en écho à la Saison croisée France-Brésil de l'Institut français. Grâce à un partenariat entre AF&C (qui coordonne le Off) et la Fondation Nationale des Arts (Funarte), 11 compagnies brésiliennes se produiront à Avignon. Un focus est également prévu sur le Kazakhstan et l'Ouzbékistan. L'occasion pour les professionnels français de rencontrer leurs homologues étrangers.

Le Village Tadamm enfin ouvert

Grande nouveauté cette année, la création du Village Tadamm des enfants et des familles, installé dans l'école Simone-Veil, où

se trouvait jusqu'en 2022 le Village du Off. Il accueillera notamment des ateliers de médiation et de pratique. Raymond Yana, administrateur délégué au jeune public et familles d'AF&C, expose : « À terme, les parents pourront laisser leurs enfants dans ces ateliers pendant qu'ils vont voir un spectacle. » La problématique de la garde des bambins touche aussi les artistes et techniciens, AF&C aimerait un jour créer une crèche à leur intention. Un annuaire des professionnels sera mis en ligne. « Au moins une centaine de délégués viendront de l'étranger », assure Harold David, coprésident d'AF&C. Sur le modèle du festival Fringe d'Édimbourg, la plateforme de billetterie Ticket'Off ouvrira un point de vente physique dans le Village du Off, ce qui favorisera le bouche-à-oreille et le conseil, indispensables à beaucoup de spectateurs.



ERIC DEQUIN

Un bilan carbone, du fret et des TER

Côté développement durable, AF&C réalise un bilan carbone, renouvelle l'expérimentation de TER en fin de soirée ainsi que le transport de décors par fret ferroviaire mutualisé depuis l'Île-de-France. Cette année, 89 spectacles prendront le train, contre 30 en 2024.

AF&C regarde déjà vers 2026 avec l'organisation d'Assises de la diffusion, « laquelle connaît une crise structurelle », note Laurent Domingos, coprésident d'AF&C. Le Off célébrera alors ses 60 ans. ● N. D.



Festival Lyrique de Paris du 3 au 12 juillet

Le Musée Jacquemart-André accueille cette année pour la première fois le Festival Lyrique de Paris dans ses salons historiques. Chaque concert explore un pan du répertoire lyrique en le reliant à une thématique forte. Carmen, Don Giovanni, Norma, Zaïde ou Gershwin résonneront à quelques mètres du public, une approche nouvelle, qui séduit autant les curieux que les mélomanes.

Accès: En métro, avec les lignes 9 et 13, stations Saint-Augustin, Miromesnil ou Saint-Philippe du Roule. Et en RER: ligne A, station Charles de Gaulle-Étoile.

Plus d'infos:
urlr.me/dYMnvc



Yardland Festival à Vincennes du 4 au 6 juillet

Pour sa deuxième édition, ce jeune festival se tiendra à l'Hippodrome Paris-Vincennes les 4, 5 et 6 juillet 2025. Popularisé par la préexistence en tant que média pure



player, et leur collaboration avec Booska-P pour la cérémonie des Flammes, la première édition de leur festival a eu lieu en 2024 et fut un succès.

Avec des noms internationaux tels que Asake, Latto ou encore Nemzzz, mais aussi des artistes en vogue chez les jeunes tels que: Tiakola, Gazo, Oboy, Theodora et Hamza, la seconde édition semble avoir d'aussi grandes ambitions que la première.

Plus d'infos:
<https://yardland.paris>



Bon plan: Pour les résidents des villes de Charenton-le-Pont, Joinville-le-Pont, Saint-Maurice et Fontenay-sous-Bois, un "billet voisin" est mis en place; vous permettant de payer votre place de festival à 44 euros. Cette alternative existe également pour celles et ceux qui ont le Pass Culture du 12^e Arrondissement de Paris.

Festival d'Avignon du 5 au 23 juillet

Fondé en 1947 par Jean Vilar, le Festival d'Avignon s'est imposé comme le plus important festival dédié



au théâtre et au spectacle vivant du monde en nombre de créations proposées et en nombre de spectateurs.

A l'occasion de cette 79^e édition, le directeur du festival, Tiago Rodrigues a choisi le mot « Ensemble » comme thème. A noter que cette année la langue invitée est l'arabe. De nombreux spectacles dans cette langue sont ainsi programmés.

Accès: La Région Sud met en place des TER supplémentaires durant toute la durée du Festival. Les horaires TER au départ de la gare d'Avignon Centre sont étendus jusqu'à 23 h 30 pour trois destinations en train (Orange, Cavaillon, Arles) et une destination en bus (Carpentras). Pour les plus longues distances, les TGV desservent le Festival en gare d'Avignon TGV, reliée par une navette TER en 6 minutes seulement de la gare Avignon Centre.

Plus d'infos:
<https://festival-avignon.com/>



700

Le nombre de salariés qui forment l'équipe du Festival d'Avignon au mois de juillet, dont environ 300 saisonniers et 360 techniciens et artistes.

Décors, transports, isolation... L'empreinte carbone du secteur de la création artistique passée au crible

Une étude du ministère de la culture, publiée lundi 7 juillet, révèle que les arts visuels et le spectacle vivant pèsent pour 1,3 % des émissions de CO₂ de la France.

Le saviez-vous ? L'Opéra-Comique émet 1 000 tonnes d'équivalent en dioxyde de carbone (CO₂) par an, quand l'Opéra de Paris en dégage 42 800 tonnes, presque autant que les 78 scènes nationales réunies. Globalement, la création artistique (arts visuels et spectacle vivant) pèse pour 1,3 % des émissions de CO₂ de la France, deux fois plus que le transport aérien intérieur. Ce qui est énorme pour un secteur dont le poids économique reste modeste – la culture dans son ensemble représente environ 2 % du PIB de la France.

Voici quelques enseignements de la toute première étude sur l'empreinte carbone de la création artistique (hors mode et métiers d'art), dévoilée lundi 7 juillet par le ministère de la culture. Le calcul réalisé par la direction générale de la création artistique (DGCA) avec le concours de PricewaterhouseCoopers tombe à point alors que démarre la saison des festivals, par nature « polluants » puisqu'ils font venir leur public parfois de loin, impliquant des trajets en voiture ou en avion.

Les opéras mauvais élèves

Depuis son arrivée en 2021 aux manettes de la DGCA, Christopher Miles a fait de la question écologique l'une de ses priorités. Un rapport du think tank The Shift Project paru en 2021 enjoignait d'ailleurs à la Rue de Valois d'« énoncer des politiques publiques ambitieuses et [de] financer la décarbonation ». Pour agir efficacement, encore faut-il connaître dans le détail les émissions de gaz à effet de serre (GES), secteur par secteur. Or, les données étaient jusqu'à présent disparates et partielles.

A partir de l'échantillonnage d'une centaine de bilans carbone déjà réalisés ou commandés pour l'occasion, l'analyse a été extrapolée à l'ensemble des arts visuels et du spectacle vivant. « Passer par la méthode du référentiel à partir d'un échantillon, en trouvant les bonnes corrélations, a permis de gagner du temps. Si toutes les structures avaient dû faire un bilan carbone, cela aurait coûté très cher », précise Christopher Miles, indiquant que ce chantier n'aurait pu aboutir « sans le soutien réaffirmé de la ministre, qui a immédiatement perçu l'intérêt de cette démarche ».

On s'y attendait, le spectacle vivant est le secteur le plus polluant : il émet 7 millions de tonnes équivalent CO₂, là où les arts visuels en produisent 1,3 million. Ce n'est pas un scoop, les structures les plus frugales, à l'instar des centres nationaux des arts de la rue, sont aussi les plus vertueuses sur le plan écologique. Les opéras, en revanche, jouent les mauvais élèves. Un théâtre lyrique émet 2 726 tonnes équivalent CO₂, trois fois plus qu'un fonds régional d'art contemporain, quatre fois plus qu'un centre dramatique national.

Empreinte carbone très variable

D'autres conclusions sont plus contre-intuitives. Les consommations énergétiques ne représentent ainsi que 10 % de l'empreinte carbone des arts visuels, 9 % pour le spectacle vivant. Autre surprise, le poids des déplacements du public sur l'empreinte carbone du spectacle vivant n'est que de 38 %, légèrement plus faible qu'escompté, même s'il reste le premier poste d'émissions de GES. Et c'est une bonne nouvelle, car la mobilité est le maillon sur lequel il est le plus difficile d'exercer une influence.

Celle-ci représente en revanche 65 % de l'empreinte carbone des arts visuels. Mais là encore, c'est très variable. Le déplacement des visiteurs pèse plus lourd dans le bilan du Centre international d'art et du paysage de Vassivière (Haute-Vienne), accessible surtout en voiture, ainsi qu'aux Rencontres d'Arles (Bouches-du-Rhône), dont le public est international, qu'au Crédac à Ivry-sur-Seine (Val-de-Marne), où les visiteurs se rendent majoritairement en transports en commun.

Dans la cinquantaine d'écoles d'art réparties dans toute la France, ce n'est pas tant le public que le bâti qui, à 28 %, est responsable de l'émission de 30 000 tonnes équivalent CO₂ par an. Côté spectacle vivant, ce sont les « achats » – autrement dit les matériaux nécessaires à la fabrication des décors, costumes et accessoires – qui plombent l'empreinte carbone.

Tenir les objectifs climatiques

Que faire ? Rallonger la durée de vie des spectacles, comme y exhorte le programme « Mieux produire, mieux diffuser » lancé en janvier 2024 par l'ex-ministre de la culture Rima Abdul-Malak, faire tourner les expositions... Généraliser le réemploi, le recyclage, les matériaux locaux, comme le préconise le rapport « Décarbonons la culture ! » du Shift Project, standardiser les châssis des décors pour ne plus avoir à les transporter lors des tournées, encourager la restauration en circuit court... Le temps presse : la culture, à l'instar de l'automobile ou du BTP, doit réduire ses rejets carbonés de 50 % d'ici à 2030.

En 2023, 51 % des structures labellisées indiquaient avoir déjà engagé une démarche de transition écologique. Mais à peine un quart, en moyenne, du personnel des lieux labellisés a

été formé à cette urgence. Certains acteurs ont pris de l'avance, comme le Festival d'Aix-en-Provence, qui, dès 2014, a lancé une démarche d'écoconception de ses décors.

Le festival de musique parisien We Love Green, situé au Parc floral de Paris, fait aussi figure de précurseur. En 2023, cette manifestation ne dégageait que 1 000 tonnes équivalent CO₂, 500 tonnes de moins qu'en 2022, après avoir adopté une offre de restauration 100 % végétarienne. Quant au Festival interceltique de Lorient (Morbihan), il assure toute sa logistique in situ avec des vélos-cargos.

Ailleurs, la transition écologique commence tout juste. Au Festival d'Avignon, qui émet environ 4 500 tonnes équivalent CO₂, les décors de deux spectacles, *Le Soulier de satin* et *Les Incrédules*, ont été acheminés cette année en fret ferroviaire. Une démarche que le Festival « off » avait déjà mise en pratique l'an dernier. Nouveauté, cette année, le « in » et le « off » se sont entendus avec la région et la DRAC PACA pour rajouter en soirée des bus et des TER au départ d'Avignon afin de desservir une quinzaine de communes.

Pour tenir les objectifs climatiques, les pouvoirs publics avaient un temps envisagé de conditionner les subventions à une réinvention des usages. Au ministère, on parle désormais d'« écoconditionnalité douce ». Traduction : « On va demander aux opérateurs de définir des objectifs, mesurer leurs émissions de gaz à effet de serre, former leurs équipes aux enjeux de la transformation écologique et identifier des leviers d'action. » Pour les accompagner, la Rue de Valois va mettre en place, cet automne, un outil individuel d'estimation du bilan carbone. Mais à un moment, il faudra mettre des moyens sur la table, notamment pour la rénovation des bâtis.

Ce qui, au vu des coupes budgétaires, n'est pas dans l'air du temps. Interrogée en mai par La Gazette des communes, Solweig Barbier, déléguée générale de l'association Arviva, qui regroupe 250 structures du spectacle vivant investies dans une démarche de transformation écologique, résumait ainsi le dilemme : « Le combat entre fin du mois et fin du monde est clairement d'actualité. »

L'empreinte carbone de la culture passée au crible

Une étude ministérielle révèle que la création artistique pèse pour 1,3 % des émissions de CO₂ en France

Le saviez-vous ? L'Opéra-Comique émet 1000 tonnes d'équivalent en dioxyde de carbone (CO₂) par an, quand l'Opéra de Paris en dégage 42800 tonnes, presque autant que les 78 scènes nationales réunies. Globalement, la création artistique (arts visuels et spectacle vivant) pèse pour 1,3 % des émissions de CO₂ de la France, deux fois plus que le transport aérien intérieur. Ce qui est énorme pour un secteur dont le poids économique reste modeste – la culture dans son ensemble représente environ 2 % du PIB de la France.

Voici quelques enseignements de la toute première étude sur l'empreinte carbone de la création artistique (hors mode et métiers d'art), dévoilée lundi 7 juillet par le ministère de la culture. Le calcul réalisé par la direction générale de la création artistique (DGCA) avec le concours de PricewaterhouseCoopers tombe à point alors que démarre la saison des festivals, par nature « polluants » puisqu'ils font venir leur public parfois de loin, impliquant des trajets en voiture ou en avion.

Les opéras mauvais élèves

Depuis son arrivée en 2021 aux manettes de la DGCA, Christopher Miles a fait de la question écologique l'une de ses priorités. Un rapport du think tank The Shift Project paru en 2021 enjoignait d'ailleurs à la Rue de Valois d'« énoncer des politiques publiques ambitieuses et [de] financer la décarbonation ». Pour agir efficacement, encore faut-il connaître dans le détail les émissions de gaz à effet de serre (GES), secteur par secteur. Or, les données étaient jusqu'à présent disparates et partielles.

A partir de l'échantillonnage d'une centaine de bilans carbone déjà réalisés ou commandés pour l'occasion, l'analyse a été extrapolée à l'ensemble des arts visuels et du spectacle vivant. « Passer par la méthode du référentiel à partir d'un échantillon, en trouvant les bonnes corrélations, a permis de gagner du temps. Si toutes les structures avaient dû faire un bilan carbone, cela aurait coûté très cher », précise Christopher Miles, indiquant que ce chantier n'aurait pu aboutir « sans le sou-

tien réaffirmé de la ministre, qui a immédiatement perçu l'intérêt de cette démarche ».

On s'y attendait, le spectacle vivant est le secteur le plus polluant : il émet 7 millions de tonnes équivalent CO₂, là où les arts visuels en produisent 1,3 million. Ce n'est pas un scoop, les structures les plus frugales, à l'instar des centres nationaux des arts de la rue, sont aussi les plus vertueuses sur le plan écologique. Les opéras, en revanche, jouent les mauvais élèves. Un théâtre lyrique émet 2726 tonnes équivalent CO₂, trois fois plus qu'un fonds régional d'art contemporain, quatre fois plus qu'un centre dramatique national.

D'autres conclusions sont plus contre-intuitives. Les consommations énergétiques ne représentent ainsi que 10 % de l'empreinte carbone des arts visuels, 9 % pour le spectacle vivant. Autre surprise, le poids des déplacements du public sur l'empreinte carbone du spectacle vivant n'est que de 38 %, légèrement plus faible qu'escompté, même s'il reste le premier poste d'émissions de GES. Et c'est une bonne nouvelle, car la mobilité est le maillon sur lequel il est le plus difficile d'exercer une influence.

Celle-ci représente en revanche 65 % de l'empreinte carbone des arts visuels. Mais là encore, c'est très variable. Le déplacement des visiteurs pèse plus lourd dans le bilan du Centre international d'art et du paysage de Vassivière (Haute-Vienne), accessible surtout en voiture, ainsi qu'aux Rencontres d'Arles (Bouches-du-Rhône), dont le public est international, qu'au Crédac à Ivry-sur-Seine (Val-de-Marne), où les visiteurs se rendent majoritairement en transports en commun.

Dans la cinquantaine d'écoles d'art réparties dans toute la France, ce n'est pas tant le public que le bâti qui, à 28 %, est responsable de l'émission de 30 000 tonnes équivalent CO₂ par an. Côté spectacle vivant, ce sont les « achats » – autrement dit les matériaux nécessaires à la fabrication des décors, costumes et accessoires – qui plombent l'empreinte carbone.

Que faire ? Rallonger la durée de vie des spectacles, comme y ex-

horte le programme « Mieux produire, mieux diffuser » lancé en janvier 2024 par l'ex-ministre de la culture Rima Abdul-Malak, faire tourner les expositions... Généraliser le réemploi, le recyclage, les matériaux éthiques, comme le préconise le rapport « Décarbonons la culture ! » du Shift Project, standardiser les châssis des décors pour ne plus avoir à les transporter lors des tournées, encourager la restauration en circuit court... Le temps presse : la culture, à l'instar de l'automobile ou du BTP, doit réduire ses rejets carbonés de 50 % d'ici à 2030.

Tenir les objectifs climatiques

En 2023, 51 % des structures labellisées indiquaient avoir déjà engagé une démarche de transition écologique. Mais à peine un quart, en moyenne, du personnel des lieux labellisés a été formé à cette urgence. Certains acteurs ont pris de l'avance, comme le Festival d'Aix-en-Provence, qui, dès 2014, a lancé une démarche d'écoconception de ses décors.

Le festival de musique parisien We Love Green, situé au Parc floral de Paris, fait aussi figure de précurseur. En 2023, cette manifestation ne dégageait que 1000 tonnes équivalent CO₂, 500 tonnes de moins qu'en 2022, après avoir adopté une offre de restauration

100 % végétarienne. Quant au Festival interceltique de Lorient (Morbihan), il assure toute sa logistique in situ avec des vélos-cargos.

Ailleurs, la transition écologique commence tout juste. Au Festival d'Avignon, qui émet environ 4500 tonnes équivalent CO₂, les décors de deux spectacles, *Le Soulier de satin* et *Les Incrédules*, ont été acheminés cette année en fret ferroviaire. Une démarche que le Festival « off » avait déjà mise en pratique l'an dernier. Nouveauté, cette année, le « in » et le « off » se sont entendus avec la région et la DRAC PACA pour rajouter en soirée des bus et des TER au départ d'Avignon afin de desservir une quinzaine de communes.

Pour tenir les objectifs climatiques, les pouvoirs publics avaient un temps envisagé de conditionner les subventions à une réinvention des usages. Au ministère, on parle désormais d'« écoconditionnalité douce ». Traduction : « On va

demander aux opérateurs de définir des objectifs, mesurer leurs émissions de gaz à effet de serre, former leurs équipes aux enjeux de la transformation écologique et identifier des leviers d'action. » Pour les accompagner, la Rue de Valois va mettre en place, cet automne, un outil individuel d'estimation du bilan carbone. Mais à un moment, il faudra mettre des moyens sur la table, notamment pour la rénovation des bâtis.

Ce qui, au vu des coupes budgétaires, n'est pas dans l'air du temps. Interrogée en mai par la *Gazette des communes*, Solweig Barbier, déléguée générale de l'association Arviva, qui regroupe 250 structures du spectacle vivant investies dans une démarche de transformation écologique, résumait ainsi le dilemme : « Le combat entre fin du mois et fin du monde est clairement d'actualité. » ■

ROXANA AZIMI

Le spectacle vivant est le secteur le plus polluant : 7 millions de tonnes de CO₂, là où les arts visuels en émettent 1,3 million



Des techniciens installent le décor de « La Bohème », de Giacomo Puccini, à l'Opéra Bastille, à Paris, en avril 2023. EMMANUEL DUNAND/AFP

Avignon. Comment In et Off travaillent à un Festival de plus en plus vert

Face à l'urgence écologique, le Festival d'Avignon met en place des mesures écoresponsables. In et Off mutualisent leurs forces pour inciter les spectateurs et les professionnels du spectacle vivant à adopter des pratiques plus durables.

Sur le comptoir du restaurant de la carrière de Boulbon, un spectateur pose une boîte en carton usagée. « Non Monsieur, il faut la déposer dans l'une des poubelles dédiées », lui explique une employée. Car Boulbon est équipé de plusieurs bacs de tri sélectif. « En 2024, nous n'étions pas satisfaits de la gestion des déchets sur ce site, reconnaît Ève Lombart, administratrice générale du Festival In et co-animatrice du comité RSE. On a donc installé des poubelles plus visibles cette année. » Trier les déchets. De son côté, en partenariat avec le Grand Avignon, le Off met à disposition des théâtres des corbeilles de tri. « On expérimentera aussi une collecte des encombrants type décors à la fin du festival », se réjouit Chloé Suchel, directrice de la communication, des relations au public et de la stratégie RSE du Off. La réduction des déchets passe également par la réglementation du tractage et de l'affichage. Un arrêté municipal stipule que les affiches doivent être faites en papier recyclé, avec de l'encre végétale, et accrochées avec de la ficelle biodégradable. Et chaque spectacle ne peut pas imprimer plus de 120 affiches et 5 000 tracts. Selon Chloé Suchel, ces consignes sont de mieux en mieux suivies. « Pour y participer, le Off propose aux compagnies un service d'impression des affiches et des tracts qui respecte les critères de quantité et de qualité », ajoute-t-elle. Nommé "Écopack", ce dispositif rencontre un réel succès : plus de deux tiers des compagnies y ont eu recours cette année. Le Off fait aussi de la prévention : « On a une équipe qui circule dans la ville et repère les cas qui pourraient être verbalisés par la Ville, explique Chloé Suchel. On prévient les compagnies concernées et on leur rappelle la réglementation. » Agir sur la mobilité. Pour réduire l'impact environnemental du Festival, le principal levier reste la mobilité. Car les déplacements représentent en moyenne 69 % des émissions de gaz à effet de serre d'un festival, selon le rapport Déclic. Cette année à Avignon, les festivaliers bénéficient donc d'horaires élargis de trains express régionaux (TER), de navettes gratuites et d'une plateforme de covoiturage. Les professionnels sont eux aussi encouragés à adopter des mobilités plus douces. « Le Festival nous incite à faire du covoiturage, raconte Noé Laurieux, agent d'accueil à la carrière de Boulbon. Pour des raisons économiques et écologiques, on en fait tous. Par exemple, j'amène à Boulbon deux collègues depuis Barbentane. » Le In met aussi des vélos à disposition de ses employés. Et, cette année, 80 compagnies, dont deux du In ont utilisé le fret ferroviaire pour faire venir leurs décors à Avignon, depuis les Hauts-de-France et l'Île-de-

France.Sensibiliser et informerPour convaincre ces compagnies de choisir le train, il a fallu faire preuve de pédagogie. « On a dû les rassurer en leur expliquant que le fret ferroviaire est le mode de transport le plus sécurisé », explique Chloé Suchel. En amont du festival, le Off organise aussi des webinaires pour sensibiliser les professionnels aux questions écologiques. Et il ne laisse pas son public de côté : en partenariat avec Avignon Tourisme, le In et le Off ont publié un guide du festivalier écoresponsable, contenant des conseils pratiques pour adopter une démarche écologique. Le Off s'est également lancé dans le calcul de son bilan carbone : les résultats seront dévoilés le dimanche 20 juillet à 10 h 30 au Village du Off. Articles les plus lusCulture - Loisirs

Développer les transports en commun et le ferroviaire

Développer les transports en commun et le ferroviaire

Les transports représentant plus de 70% de l'impact carbone des événements, le festival d'Avignon affirme vouloir « agir ensemble pour réduire cet impact ». Membre du Cofees (lire ci-dessus), les organisateurs sont parvenus avec l'aide du collectif à travailler avec la Région pour développer une offre de transport en commun pendant le festival. Depuis 2024, des trains nocturnes ont été rajoutés vers Arles, Carpentras, Cavaillon et Orange tous les soirs de

E.J.

l'événement. Un moyen efficace pour limiter l'utilisation de la voiture par les habitants du territoire. Le Festival coopère également avec la Ville d'Avignon pour l'offre de transports sur place : parking de vélo, bus, parkings relais et navettes. Les organisateurs affirment également privilégier le fret ferroviaire pour le transport du matériel technique et des scénographies plutôt que le routier. Ils incitent par ailleurs les artistes à privilégier les transports doux tels que le train, le bus ou le vélo. Des bicyclettes et des voitures électriques sont mises à disposition pour les équipes.

E. J.



PHOTO Festival d'Avignon

QUELLES STRATÉGIES DANS LE VAUCLUSE POUR ÉVITER LE SURTOURISME ?

Emmanuel Brugvin

Pour éviter les pics de fréquentation, le Vaucluse régule le stationnement et la circulation sur les points sensibles et valorise une offre multiple et différenciée dans le but d'étaler la saison touristique sur toute l'année.



Pierre Gonzalvez, président de VPA, et Cathy Fermanian, directrice, structurent l'offre touristique du Vaucluse au travers de 40 partenariats locaux suivant les attentes actuelles des visiteurs.

P plutôt que de parler de « surtourisme », les professionnels de la filière du Vaucluse préfèrent évoquer la « gestion des pics de fréquentation ». Leur doctrine s'écarte d'une approche quantitative face à un tourisme de masse subi. Leurs actions portent sur une démarche qualitative structurée à partir d'études marketing des attentes des touristes et des mutations sociétales. Fini, la gestion des tsunamis. Les clients veulent un contenu riche et diversifié pour se reposer, se distraire, se cultiver, découvrir, s'étonner... Les professionnels du département

s'organisent de longue date pour répondre à leurs attentes tout au long de l'année.

Valoriser la diversité

« Par sa richesse culturelle, patrimoniale, gastronomique, son terroir, ses paysages, le Vaucluse offre une palette de propositions très vaste, assure Cathy Fermanian, directrice de Vaucluse Provence Attractivité (VPA), l'agence départementale de développement. Nous travaillons avec l'ensemble de la filière pour structurer et médiatiser ce potentiel et permettre à une grande diversité de profils de touristes de se construire un séjour riche et personnalisé.

Notre offre s'étale sur l'été mais aussi sur de longues arrières-saisons ».

Cette politique coordonnée avec 40 partenaires (parcs régionaux, offices du tourisme, EPCI, fédérations sportives, filières professionnelles...) porte ses fruits. Dans ce département très attractif, juillet-août n'accueille que 35 % des 22 millions de nuitées (chiffres 2024). Avril-mai-juin, 29 % des nuitées. « Nous travaillons sur un tourisme '4 saisons' et prônons des activités responsables en phase avec les attentes d'aujourd'hui », ajoute la directrice de VPA. L'agence organise des voyages de découverte pour la presse et les professionnels en plein hiver pour présenter un département désirable toute l'année.

43 % de touristes étrangers

Pour lisser la fréquentation du département, VPA prospecte au-delà du public français, notamment dans le reste de l'Europe et en Amérique du Nord. Aujourd'hui, 43 % des touristes viennent de l'étranger avec des attentes spécifiques et des dates de vacances, scolaires notamment, différentes. Les Italiens préfèrent le printemps. Les Étatsuniens l'arrière-saison.



Régulièrement, le Conseil départemental ferme des routes au profit des cyclistes et autres modes doux. Ici, les gorges de la Nesque.

Favoriser le slow-tourisme

La profession s'investit dans la démarche. Toujours plus d'hôtels mettent en avant leurs labels environnementaux et les facilités d'accès aux personnes à mobilité réduite. De nombreux professionnels intègrent l'éco-responsabilité et le slow-tourisme dans leurs prestations pour répondre à une demande d'une clientèle plus qualitative. Outre les paysages et les activités, les visiteurs retiennent le plus souvent de leur séjour leurs belles rencontres humaines.

L'offre du Vaucluse multiplie les visites chez les viticulteurs, les artisans, les savonneries, la petite industrie agroalimentaire. Les professionnels proposent des expériences originales. Les Cabanes des Grands Cépages et leurs 20 habitations individuelles en bois, certaines flottantes à Sorgues à l'orée du vignoble de Châteauneuf-du-Pape, rencontrent un véritable succès. Montoux dispose de deux parcs d'attractions. Spiro ne cesse d'investir dans de nouveaux équipements. Avec la reprise du parc aquatique Wave Island voisin, le parc d'attractions propose des offres groupées. Cette politique coordonnée avec 40 partenaires (parcs régionaux, offices du tourisme, EPCI, fédérations sportives, filières professionnelles...) porte ses fruits. Dans ce département très attractif, juillet-août n'accueille que 35 % des 22 millions de nuitées (chiffres 2024).

A Sault, un bâtiment patrimonial abritant un ancien Ehpad accueille désormais des touristes sur les routes du Ventoux et de la lavande. Entre deux randonnées, les cyclistes peuvent visiter la collection de Lino Lazzerini. Ce Cavaillonnais possède une collection unique de maillots et de vélos retraçant plus d'un siècle de courses cyclistes.

Visiter le Vaucluse à vélo

Ainsi, au pays du Ventoux, du Luberon et des Monts de Vaucluse, l'offre pour les randonnées et le vélo ne cesse de séduire toujours plus de nouveaux vacanciers. Le Conseil départemental poursuit de longue date un Plan Vélo. Entre Via Rhôna, Via Venaissia et Véloroute du Calavon, le Vaucluse se retrouve au croisement des axes européens Eurovélo avec des linéaires de voies en site propre qui ne cessent de

grandir chaque année.



L'aménagement de voies pour le vélo dans tout le département favorise le développement d'un nouveau tourisme vert.

VPA propose des séjours qui rendent la voiture inutile pour des expériences toujours plus éco-responsables. Un calculateur d'itinéraires personnalisé permet au randonneur, au cycliste de sélectionner et préparer sa balade. Chaque fiche itinéraire de randonnée précise les gares ou lignes de bus ZOU! pour rejoindre un point de départ. Le Parc du Ventoux balise 300 km pour le VTT et organise, chaque année, une semaine gourmande.

Développement de l'œnotourisme

Inter Rhône n'a de cesse d'encourager l'œnotourisme auprès des caves particulières et des coopératives réparties sur quasiment tout le territoire. L'interprofession des vins des Côtes-du-Rhône accorde ses propres labels. Certaines coopératives réalisent près de 15 % de leurs ventes dans leurs caveaux.

Au pays du Ventoux, du Luberon et des Monts de Vaucluse, l'offre pour les randonnées et le vélo ne cesse de séduire toujours plus de nouveaux vacanciers. Le Conseil départemental poursuit de longue date un Plan Vélo.

Inter Rhône organise des dégustations permanentes dans son École des vins à Avignon entre la place de l'Horloge et celle du Palais des Papes. La filière vin organise

des grands événements populaires et professionnels qui ponctuent l'année (Ban des Vendanges avec 13 000 personnes, Live des Côtes-du-Rhône, Mille-vin, Découvertes en Vallée du Rhône, Côtes-du-Rhône Primeur...).

Lisser les pics

« Le Vaucluse doit tout de même gérer certains pics de fréquentation », souligne Alain Gévodant, manager Pôle Ingénierie et chef de projets chez VPA. Le Parc du Ventoux et des Baronnies, ainsi que les municipalités ont drastiquement limité l'offre du stationnement devenu payant en été des très instagrammables gorges du Toulourenc, un espace Natura 2000 en souffrance, car trop piétiné. Des bornes interdisent le stationnement anarchique. Si l'accès est désormais fortement déconseillé à la baignade, les offices du tourisme, les hébergeurs, les professionnels du tourisme et des sports de nature proposent des solutions alternatives pour limiter les frustrations. Le Conseil départemental a entièrement restructuré la voirie du sommet du Ventoux pour le libérer du stationnement automobile.



Le Vaucluse prône un tourisme « 4 saisons » avec des activités même en hiver comme ici au Mont Serein.



Le Festival Off attire chaque année des centaines de milliers de visiteurs générant près de 50 M€ de retombées. Un afflux parfaitement toléré par les habitants qui se sont adaptés au fil du temps.

Stationner dans le parking du Colorado provençal de Rustrel nécessite une réservation. Pour éviter les conflits d'usage avec les automobilistes et autres motards, l'Association Destination Ventoux réserve, depuis deux ans, certaines matinées, les trois routes d'accès au Géant de Provence exclusivement aux cyclistes. Cette mesure s'applique également ponctuellement

pour les cols mythiques des amoureux de la petite reine, de Murs, des Abeille et de la Ligne. Certains week-ends, les Gorges de la Nesque et la voie partagée de l'Ouvèze restent interdites aux véhicules motorisés.

Le tourisme au rythme des festivals

Reste encore des solutions à trouver. Où garer sa voiture pendant les Chorégies d'Orange ? En 2025, le Festival d'Avignon a enregistré un taux de fréquentation de plus de 98 %, un record depuis 2016. Le Festival Off a vendu 1, 6 million de billets.

Cette popularité génère des retombées estimées à 50 M€ pour la région en trois semaines.

La SNCF a adapté, cette année ses horaires, pour permettre aux festivaliers de se loger loin de l'intramuros. L'offre ne cesse de croître dans le Off atteignant plus de

1731 spectacles présentés par 1 405 compagnies dans 139 théâtres, cette année. Mais ici, cette anarchie devenue institutionnelle, débutée en 1965 avec l'émergence du Off, fait également partie du spectacle et de l'attrait touristique de la manifestation. Alors, pourquoi la réguler.

Le Parc du Ventoux et des Baronnies, ainsi que les municipalités ont drastiquement limité l'offre du stationnement devenu payant en été des très instagrammables gorges du Toulourenc, un espace Natura 2000 en souffrance, car trop piétiné. ■